



Déclaration liminaire CSAL du 26 mars 2024

Monsieur le Président,

Avec près de 6 points de plus qu'en national, le taux de grévistes lors de la journée du 19/03 est un marqueur important pour notre département.

En effet, plus qu'ailleurs, des collègues ont accepté de perdre une journée de paye pour demander une revalorisation indemnitaire.

Pourtant, le coût de la vie n'est pas plus important dans le Jura qu'ailleurs en France, alors comment ne pas y voir également une manifestation de mécontentement des agents du Jura.

La prime dite « au mérite » et autres propositions ne viennent pas masquer cette réalité : les fins de mois sont difficiles pour une grande partie d'entre nous, il est temps que les choses changent.

D'ailleurs, notre nouvelle Directrice Générale le reconnaît elle-même, elle vante en effet : « l'excellence opérationnelle de notre administration qui est un joyau ». Pourtant nulle merveille sur nos fiches de payes, mais peut-être aurons-nous la chance aujourd'hui d'être démentis par une annonce concernant les rémunérations ?

Concernant la période de réserve électorale, la note envoyée par mail précise bien que la réserve est à appliquer aux réunions où les collègues interviennent « en qualité d'agents de l'Etat ».

Pourtant, rien n'est mentionné dans le mail d'envoi.

Un lecteur rapide serait donc involontairement trompé : tout agent a le droit de suivre les réunions et les manifestations qu'il souhaite à titre privé.

Cette nuance est suffisamment importante pour mériter d'être mentionnée.

Au sujet des notes départementales, quelle curiosité que celle annonçant un changement de chef de service envoyée à tous les agents du département sans que les agents concernés n'aient au préalable été avertis. De mémoire de jurassien, c'est une première.

Moins de dialogue, plus de notes, est-ce là le management moderne vanté par notre Administration ?

Enfin, concernant l'écologie qui est à l'ordre du jour via Ecofip, la schizophrénie du ministère atteint son paroxysme avec le challenge de pas envoyé par SG Info : mettre du numérique dans de la marche, c'est ajouter de la pollution à une activité saine.

C'est symptomatique d'un ministère incapable de concevoir une vie en dehors des écrans.

L'écologie, il conviendrait de plus la financer et de moins en parler.

L'annulation de 2 milliards de crédit liés à l'écologie, publiée le 22/02/2024 au Journal Officiel, témoigne de l'importance réelle qu'accorde le pouvoir en place à ce sujet vital.

Des paroles aux actes, il y a un gouffre.